

ÉCONOMIE LOCALE ET SOLIDAIRE

ACTIVITÉS D'UTILITÉ SOCIALE ET FILIÈRES INCLUSIVES

Les panoramas régionaux
de l'inclusion dans l'emploi
Volume 3



PRÉFET
DE LA RÉGION
HAUTS-DE-FRANCE

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction régionale
de l'économie, de l'emploi,
du travail et des solidarités

L'inclusion dans l'emploi constitue une priorité constante de l'action de l'État dans les Hauts-de-France. Elle traduit une ambition partagée : permettre à chacun d'accéder durablement à l'emploi et de trouver sa place dans la société, quel que soit son parcours ou ses fragilités.

Sous l'autorité du Préfet de région, la Direction régionale de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités (DREETS) met en œuvre les politiques publiques en faveur de l'inclusion professionnelle et du développement de l'emploi dans les territoires.

Dans le cadre de la feuille de route régionale de l'inclusion, des Rencontres régionales de l'inclusion dans l'emploi réunissent annuellement l'ensemble des acteurs engagés : structures de l'insertion par l'activité économique, entreprises adaptées, collectivités territoriales, entreprises, partenaires institutionnels et acteurs du service public de l'emploi.

Ces Rencontres permettent de mettre en lumière la richesse des initiatives locales, de partager les bonnes pratiques et de renforcer les coopérations au service d'un objectif commun : favoriser l'accès à l'emploi pour tous.

Pour prolonger cette dynamique, la DREETS a engagé l'élaboration de panoramas d'initiatives autour de cinq thématiques structurantes :

- L'égalité femmes-hommes et la mixité des métiers
- La validation et la reconnaissance des acquis professionnels

- L'inclusion et le maintien dans l'emploi des personnes en situation de handicap
- Les achats socialement responsables
- L'économie locale et solidaire, levier de dynamisation du territoire.

Ces panoramas visent à valoriser les actions exemplaires conduites dans les territoires, à diffuser les pratiques innovantes et à mettre à disposition des acteurs de l'inclusion des ressources opérationnelles.

Ils traduisent la volonté de l'État de soutenir et d'accompagner les initiatives locales, tout en donnant une visibilité aux coopérations qui font la force de notre région.

Les « Mardis de l'inclusion », organisés en juin et juillet 2025, et les Journées départementales de l'inclusion conduits en partenariat avec les Directions Départementales de l'Emploi, du Travail et des Solidarités (DDETS), prolongent cette démarche de partage et de valorisation.

L'ensemble des ressources produites sera prochainement disponible sur le site : **Comité Régional de l'Inclusion dans l'Emploi des Hauts-de-France**

À travers ces travaux, la DREETS réaffirme son engagement à accompagner les acteurs et les territoires dans la mise en œuvre des politiques d'inclusion, et à promouvoir, partout dans les Hauts-de-France, un emploi accessible, durable et solidaire.

Publié en juillet 2025

SOMMAIRE

INTRODUCTION

Les mots-clés indispensables pour tout comprendre

5

ÉCONOMIE SOCIALE ET SOLIDAIRE

3 Bonnes raisons d'agir dès à présent avec les structures inclusives pour favoriser l'économie locale et solidaire

7

C'EST BON À SAVOIR

Le contexte national

9

C'EST BON À SAVOIR

Le contexte régional

13

COUP DE PROJECTEUR N°1 - EXPÉRIMENTER LE DÉPLOIEMENT D'UNE NOUVELLE OFFRE EN RÉPONSE AUX BESOINS DU TERRITOIRE

La conciergerie solidaire et son comptoir de services mobiles pour le bien-vieillir à domicile

15

COUP DE PROJECTEUR N°2 - S'INTÉGRER DANS LA CHAINE DE VALEUR D'UNE FILIÈRE À POTENTIEL

L'atelier du vert bocage : une entreprise adaptée qui mise sur le tourisme solidaire

18

COUP DE PROJECTEUR N°3 - DÉVELOPPER DES ACTIVITÉS D'UTILITÉ SOCIALE DANS LE DOMAINE DE L'ÉCONOMIE CIRCULAIRE

La bouquinerie du sart d'amiens : l'économie locale et circulaire au service de l'inclusion de personnes en foyer d'hébergement d'urgence

21

COUP DE PROJECTEUR N°4 - DÉVELOPPER DES ACTIVITÉS D'UTILITÉ SOCIALE DANS LES QUARTIERS PRIORITAIRES

Le projet terre tous : une oasis au cœur de la cité minière, porté par activ'cités

24

COUP DE PROJECTEUR N°5 - DÉVELOPPER DE NOUVELLES OFFRES DE PROXIMITÉ EN COOPÉRATION

Développer de nouvelles offres grâce à la coopération territoriale : l'exemple du PTCE Hénin-Carvin

27

ON A AUSSI REPÉRÉ...

30

REMERCIEMENTS

31

LANCEZ-VOUS !

Outils et ressources pour aller plus loin

32





INTRODUCTION

Les mots-clés indispensables pour tout comprendre



ÉCONOMIE LOCALE

L'économie locale regroupe les activités économiques et les entreprises déployées au sein d'une zone géographique spécifique, souvent à l'échelle d'un bassin d'emploi ou d'une région donnée. Elle appuie son essor sur les ressources naturelles, matérielles et immatérielles locales ainsi que sur les communautés territoriales.

Elle promeut généralement des logiques de développement endogène et les projets favorables à l'émergence et à la structuration de circuits courts. L'économie locale englobe l'économie sociale et solidaire (ESS), qui crée des emplois non délocalisables et propose des activités d'utilité sociale et environnementale au service des habitants des territoires.

ÉCONOMIE SOLIDAIRE

L'ESS est, d'après la loi de 2014, "un mode d'entreprendre et de développement économique adapté à tous les domaines de l'activité humaine" qui se caractérise par trois grands principes : recherche d'utilité sociale, gouvernance démocratique et lucrativité encadrée. En son sein, **l'économie solidaire se caractérise par la finalité sociale**

des structures plutôt que par leur statut juridique. Les structures d'insertion par l'activité économique (SIAE) et les acteurs du secteur du travail protégé et adapté (STPA) relèvent de l'économie solidaire, et parfois de l'économie sociale (lorsqu'elles ont un statut associatif, coopératif ou de fondation).

ÉCONOMIE CIRCULAIRE

Selon l'Institut national de l'économie circulaire (INEC), l'économie circulaire "consiste à produire des biens et des services de manière durable en limitant la consommation et le gaspillage des ressources et la production des déchets.

Ce modèle repose sur la création de boucles de valeur positives à chaque

utilisation de la matière ou du produit avant destruction finale". Les acteurs de l'ESS ont été et continuent à être des pionniers de l'économie circulaire, sur le réemploi textile ou la revalorisation des biodéchets par exemple.

FILIÈRE INCLUSIVE

D'après le RTES, on parle de filière pour une ressource ou un produit (la filière bois), pour un service (la filière du service à la personne) ou encore pour un champ d'action thématique (la filière alimentation durable). Malgré leur souplesse, les différentes conceptions de la filière reposent sur un dénominateur commun :

la filière serait un mode d'organisation efficace entre différents acteurs dans une optique de développement économique¹. On parle généralement d'une filière inclusive lorsqu'elle associe des acteurs de l'ESS et plus particulièrement de l'inclusion sur le territoire.

COOPÉRATION TERRITORIALE

Selon la CRESS Nouvelle-Aquitaine, la coopération territoriale est "un mode d'organisation sociale qui permet à un collectif d'acteurs ayant des intérêts communs de mener ensemble et de manière partagée des initiatives ou des projets ayant des impacts sociaux, environnementaux

et économiques bénéfiques pour un territoire"². Mise par la poursuite de l'intérêt général et du bien commun, les acteurs de l'ESS sont de véritables piliers des projets collectifs au service du développement territorial.

¹Source :

* Le rôle des collectivités dans la structuration de filières locales avec et pour l'ESS, collection RepèreESS, septembre 2023

²Source :

* ESS et développement territorial : mariage d'amour (et d'évidence) !



ÉCONOMIE SOCIALE ET SOLIDAIRE

3 Bonnes raisons d'agir dès à présent avec les structures inclusives pour favoriser l'économie locale et solidaire

EN TANT QU'ACTEURS DE L'ESS, LES STRUCTURES INCLUSIVES CRÉENT DES EMPLOIS NON DÉLOCALISABLES

Par essence, l'ESS contribue à une économie de proximité et crée des emplois qui n'ont pas vocation à être délocalisés. Avec ses plus de 2 700 000 salariés, elle représente 10,6% du total de l'emploi salarié et 13,7% du total des emplois privés en France³. D'après la DARES, 142 300 salariés suivent un parcours au sein d'une SIAE en 2023,

majoritairement dans les ateliers et chantiers d'insertion (ACI) avec 64 500 salariés, et dans les associations intermédiaires avec 40 000 salariés. D'après l'UNEA, 57 000 salariés ont un contrat dans les entreprises adaptées (EA), dont 40 500 salariés en situation de handicap représentant 26 600 ETP.

LES STRUCTURES INCLUSIVES DÉVELOPPENT DES ACTIVITÉS LOCALES À FORTE VALEUR SOCIALE ET ENVIRONNEMENTALE AJOUTÉE

Comme le précise le RTES, "l'ESS place au cœur de son projet la question de la territorialisation de la valeur ajoutée"⁴.

Les acteurs de l'ESS développent leurs activités avec pour objectif majeur de créer de l'impact social et/ou environnemental positif pour leurs bénéficiaires, les territoires et leurs habitants. Les structures inclusives engagées dans l'économie circulaire

permettent ainsi la mise à l'emploi de publics fragiles sur des activités éco-responsables (écologie industrielle et territoriale, logistique solidaire, réemploi de matières et de déchets, etc.). Elles sont au cœur de la transition écologique juste et participent au développement endogène et à la résilience de leur territoire⁵.

³ Source : Chiffres clés ESS

⁴ Source : "ESS : de quoi parle-t-on ?", Kit Départemental ESS, fiche n°1

⁵ Source : ANCT, Agir pour une transition écologique juste avec l'ESS, collection "Agir", 2023

LES STRUCTURES INCLUSIVES PARTICIPENT À L'ÉMERGENCE ET À LA STRUCTURATION DE FILIÈRES VERTUEUSES POUR LE TERRITOIRE

Les structures inclusives contribuent à des démarches collaboratives pour favoriser le développement économique local et cherchent à s'inscrire dans - voire à développer - des filières vertueuses pour leur territoire (réemploi textile ou informatique, valorisation des biodéchets, sous-traitance industrielle, production alimentaire durable, mobilités douces, etc.). Les filières auxquelles participent les SIAE et acteurs du STPA sont des atouts pour les territoires, pour plusieurs raisons :

→ **Elles rendent le territoire attractif :** structurer une filière inclusive reposant sur la mobilisation raisonnée **de ressources, de patrimoine ou de savoir-faire locaux** met en exergue la singularité d'un territoire

→ **Elles sont inclusives :** elles contribuent à la **structuration de nouveaux métiers exercés par des publics fragiles** (agent-valoriste, mécanicien réemploi cycle, etc.) et participent à la **diffusion des valeurs de l'inclusion** auprès d'autres acteurs, de l'économie conventionnelle notamment

→ **Elles contribuent à l'innovation socio-économique :** grâce à la coopération et à leur pratique de l'intelligence collective, **les structures inclusives peuvent répondre à des besoins non pourvus sur le territoire en mobilisant leur ingénierie en matière d'innovation sociale.** Elles apportent une réponse à ces besoins en alliant activité économique et utilité sociale.



C'EST BON À SAVOIR

Le contexte national



RELOCALISER, RÉINDUSTRIALISER : UNE ACTION PUBLIQUE FAVORABLE AUX PROJETS D'ÉCONOMIE LOCALE ET SOLIDAIRE PORTÉS PAR LES ACTEURS DE L'ESS

La planification écologique, marquée sous la bannière **France Nation Verte**, a permis d'identifier une cinquantaine de leviers d'actions pour réussir la transition. La stratégie repose notamment sur l'enjeu de "Mieux produire" en agissant pour décarboner le cycle de production, de l'énergie nécessaire à la fabrication des biens et services jusqu'à la collecte et la valorisation des déchets en fin de vie".

Ces dernières années, l'action publique en faveur du verdissement et de la relocalisation d'une partie de l'économie s'est structurée :

→ L'objectif de décarbonation de l'industrie est central et fait partie des objectifs du **plan d'investissement France 2030**, doté de 54 milliards d'euros pour "permettre de répondre de manière compétitive aux défis écologiques et d'attractivité du monde qui vient". Les acteurs de l'ESS

ont été invités par le gouvernement à se positionner sur les appels à manifestation d'intérêt thématiques, comme celui sur les démonstrateurs territoriaux des transitions agricoles et alimentaires (dont les Anges Gardins a été lauréat dans les Hauts-de-France avec le projet Chaîne Euro-Régionale des Archipels Nourriciers).

→ **La loi industrie verte**, promulguée en 2023, prévoit l'accélération de la réindustrialisation du pays et de positionner la France comme leader européen de l'industrie verte. **Le gouvernement souhaite relocaliser une partie de l'industrie et se fixe comme objectif d'augmenter le taux de PIB lié à l'industrie de 10 à 15% d'ici à 2035. Certains acteurs de l'ESS développent des activités industrielles, via de la production, de la sous-traitance ou encore de la mise à disposition de personnel et peuvent donc contribuer à atteindre cet objectif**⁶.

⁶Source :

* Réindustrialisation : l'ESS comme levier de croissance responsable, mai 2025

L'ÉCONOMIE CIRCULAIRE : DES OPPORTUNITÉS À SAISIR POUR LES STRUCTURES INCLUSIVES

L'économie circulaire a le vent en poupe, en particulier depuis la parution de la loi **anti-gaspillage pour une économie circulaire (AGEC)**. Promulguée en 2020, elle a permis de réformer et de consolider les filières concernées par la responsabilité élargie du producteur (REP). Ont également été créés des fonds de réemploi au sein de certaines filières dont les déchets peuvent être facilement réutilisés (produits électroniques, meubles, textile, etc.). **Ces fonds réemploi, dont l'objectif est de soutenir les acteurs qui réparent les objets et leur donnent une deuxième vie, sont fléchés, depuis la loi Climat & Résilience de 2021, vers l'ESS. Certains éco-organismes, sociétés de droit privé qui assurent par filière la responsabilité élargie de leurs producteurs et metteurs sur le marché adhérents, disposent ainsi d'enveloppes dédiées au financement des structures de l'ESS.**

Par exemple, le fonds réemploi-réutilisation de l'éco-organisme Re-Fashion, positionné sur la filière REP "textiles d'habillement, linge de maison et chaussures (TLC)" propose des appels à manifestation d'intérêt pilotés par des réseaux associatifs, comme ESS France ou le Réseau national des Ressourceries & Recycleries, pour améliorer les surfaces commerciales, développer des formations ou lancer de nouvelles activités dans les structures de l'ESS impliquées dans le réemploi textile.

Le fonds "Économie Circulaire" de l'ADEME intervient quant à lui en soutenant l'investissement des collectivités locales et des entreprises dans des installations de tri,

de recyclage et de valorisation ainsi que des actions de prévention. Les acteurs de l'ESS peuvent en bénéficier. Le réseau national de recyclage de menuiseries Recyfe, constitué d'entreprises d'insertion et adaptées, l'association Tremplin, qui porte des ateliers et chantiers d'insertion en Auvergne-Rhône-Alpes, ainsi que de nombreuses recycleries ont ainsi été lauréats de l'appel à projets ORMAT (Objectif Recyclage Matières), lancé dans le cadre du fonds "économie circulaire", pour des projets d'étude de faisabilité ou de valorisation orientés sur le réemploi et l'upcycling.

Récemment, plusieurs structures se sont unies pour porter haut et fort la voix des acteurs du réemploi solidaire. **En février 2024, 6 membres fondateurs (ESS France, Coorace, Emmaüs France, le réseau national des Ressourceries & Recycleries, l'Heureux Cyclage et Envie) se sont rassemblés pour lancer l'Union pour le réemploi solidaire.** Le collectif défend une "nouvelle économie sobre et conviviale, fondée sur la consommation mesurée, le réemploi et la réparation" et prend le contrepied de l'approche consumériste proposée par les acteurs conventionnels positionnés sur le réemploi. L'URS développe des activités de plaidoyer pour promouvoir une économie circulaire et solidaire et, ainsi, tendre vers une transition écologique juste. Parmi ses propositions figure la création de l'École du Réemploi solidaire et le développement de l'accès à une offre de proximité de seconde main pour toutes et tous.

DES FILIÈRES LOCALES PAR ET POUR LES ACTEURS DE L'ESS

Dans sa note d'opportunité "Décryptage et opportunités pour la filière textile", **ESS France soutient l'importance d'une "dynamique de développement et d'influence de l'ESS" dans les secteurs et les métiers où elle est peu ou pas présente, ce que le réseau appelle "ESS-isation" d'une filière**⁷. Selon ESS France, structurer des filières de territoire avec et pour l'ESS permet de construire une économie "vraiment plurielle, durable et performante".

La filière textile est un bon exemple. De nombreux acteurs de l'ESS œuvrent sur les chaînes de valeur textile locales ou nationales. Certains acteurs pionniers, comme Le Relais, ont développé des activités de réemploi textile innovantes, comme l'éco-conception d'un isolant thermique et acoustique en coton recyclé.

Malgré tout, les acteurs de l'ESS sont souvent relégués aux activités économiques peu rémunératrices, alors qu'ils mettent au point des modèles générant de nombreuses externalités positives. **Certaines collectivités territoriales, qui ont conscience des nombreux impacts sociaux et écologiques portés par l'économie locale et solidaire, soutiennent les acteurs de l'ESS dans l'émergence, la structuration et l'animation des filières de territoire**⁸.

La Région Occitanie a par exemple impulsé la création d'un réseau d'acteurs autour de la valorisation textile, l'association Recycl'Occ Textile, en lien avec la Fédération des entreprises d'insertion. De nombreuses structures inclusives en font partie (Agapei, Emmaüs Montpellier, la Glanerie, etc.).

CARTOGRAPHIE DES ACTEURS CLÉS DU SOUTIEN AUX PROJETS D'ÉCONOMIE LOCALE ET SOLIDAIRE PORTÉS PAR DES STRUCTURES DE L'ESS

→ **Les Conseils Régionaux, au regard de son rôle de chef de fil sur la compétence "développement économique".** La Région Grand Est soutient par exemple la mise en place d'une filière de réemploi solidaire du matériel informatique et numérique en partenariat avec Emmaüs Connect, la Région Ile-de-France soutient et accompagne les acteurs ESS industriels de son territoire à travers son programme dédié "industries engagées".

→ **Les intercommunalités, et notamment celles ayant un service ESS au sein de leur direction développement économique,** peuvent se doter d'appels à projets pour soutenir l'émergence et la structuration de filières.

→ **Les partenaires ESS nationaux des fonds réemploi financent des projets d'économie circulaire et solidaire sur certains filières REP.** Par exemple, Emmaüs France, le Réseau national des ressourceries et des recycleries, Tissons la Solidarité, la Croix-Rouge Française, le Secours Catholique et ESS France, qui opèrent des AMI dans le cadre du fonds réemploi de Re-Fashion.

⁷ Source :

* Note d'opportunité pour une ESS-isation de l'économie : décryptage et opportunités pour la filière textile, janvier 2022

⁸ Source :

* Le rôle des collectivités dans la structuration de filières locales avec et pour l'ESS, collection RepèreESS, septembre 2023

→ **Les porteurs du dispositif local d'accompagnement (DLA) peuvent contribuer au financement d'études d'opportunités pour développer de nouvelles activités d'utilité sociale et environnementale.** Par exemple le DLA du Haut-Rhin, opéré par France Active Alsace, a financé un appui à l'émergence d'une filière de réemploi solidaire du matériel informatique et numérique dans le département du Haut-Rhin.

→ **Les PTCE (Pôles Territoriaux de Coopération Économique) sont de véritables outils pour développer des projets coopératifs économiques, innovants et solidaires à l'échelle d'un territoire.**

Ils regroupent des acteurs de l'ESS, des collectivités locales, des entreprises conventionnelles et, parfois, des centres de recherche et des organismes de formation. Selon le Labo de l'ESS, les PTCE sont des outils au service de la "création de filières, d'emplois et de revitalisation de territoires sinistrés socialement et économique". La dimension collaborative des projets portés

dans le cadre d'un PTCE donne davantage de force aux projets d'économie locale et solidaire. **La CRESS Hauts-de-France impulse la Cellule Régionale d'Animation (CRA) pour les PTCE de la Région.**

→ **Les réseaux nationaux (ESS France, Fédération des entreprises d'insertion, Unea...) et locaux (CRESS, APES, IRIAE...)** animent aussi des démarches filières territoriales afin de développer une offre d'accompagnement auprès de leurs adhérents.

Les structures de l'ESS peuvent donc investiguer de nouvelles activités prometteuses dans le domaine de l'économie circulaire pour changer d'échelle et répondre aux nouveaux besoins de leur territoire, dans une logique d'innovation. Leurs projets rayonnent d'autant plus s'ils sont portés collectivement, par le biais de coopérations territoriales, dans le cadre d'un PTCE ou d'une mutualisation via un regroupement d'entreprises solidaires par exemple.

C'EST BON À SAVOIR

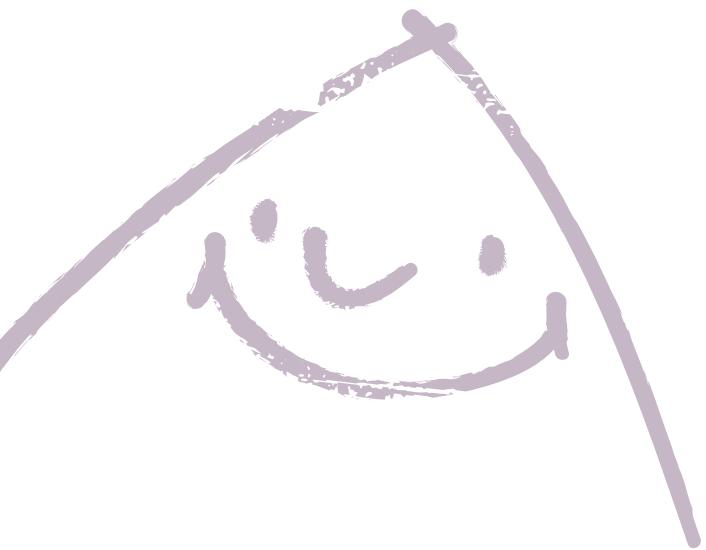
Le contexte régional

DES POLITIQUES PUBLIQUES RÉGIONALES FAVORABLES AUX PROJETS D'ÉCONOMIE LOCALE ET SOLIDAIRE PORTÉS PAR LES STRUCTURES DE L'ESS

Depuis une dizaine d'années, la Région Hauts-de-France et la Chambre de commerce et d'industrie (CCI) Hauts-de-France s'unissent autour du projet "Rev3", une dynamique collective qui vise à promouvoir une région plus durable et solidaire. Les 3 piliers de la transition abordés par la démarche régionale sont les suivants : la transition énergétique, la transition technologique, la transition sociétale. Rev3 propose de trouver des solutions d'adaptation à ces 3 défis et de tendre vers la décarbonation de l'économie. Le programme adopte, là aussi, une approche par filières prioritaires : le mix énergétique, la décarbonation, le bâtiment durable et son efficacité énergétique, la mobilité durable, l'agriculture, la bio-économie et la filière forêt-bois, et l'économie circulaire. Fil rouge de la politique de développement économique de la Région, REV3 promeut l'ancrage territorial des projets soutenus et la création d'emplois locaux.

La feuille de route ESS 2024 – 2028 de la Région Hauts-de-France propose 4 grands défis, dont celui de développer la prise en compte des enjeux liés à la transition écologique et à rev3 dans les structures de l'ESS, en les accompagnant notamment à développer de nouvelles activités dans ce domaine.

La Région Hauts-de-France marque d'ailleurs sa volonté d'accompagner les projets de coopérations économiques territoriales, avec son dispositif COTE. Les acteurs de l'ESS sont les premiers bénéficiaires de cette aide régionale, dès lors qu'ils portent des projets de coopérations territoriales économiques, à travers des PTCE ou des Pôles ESS. Le dispositif COTE est pensé pour accompagner des projets portés par différents acteurs économiques et ayant pour ambition de créer de nouvelles entreprises, de nouvelles activités économiques et/ou de nouveaux services en réponse aux besoins non satisfaits du territoire. Une aubaine pour le déploiement de projets de l'économie locale et solidaire dans les Hauts-de-France.



LES COOPÉRATIONS ÉCONOMIQUES TERRITORIALES À IMPACT DANS LES HAUTS-DE-FRANCE

En 2023, ESS Hauts-de-France recensait 15 Pôles Territoriaux de Coopération Économique⁹ :

- La Boutique Apprenante (02)
- Auton'Hommes (59)
- Collectif Emploi (59)
- Les Flamands Bios (59)
- Emergence Sud Oise (60)
- Partage Travail (60)
- Pôle de coopération Oise Est (60)
- Anima Grand Calais (62)
- CoHose (62)
- Eco-Pôle Alimentaire d'Audruicq (62)
- PTCE Hénin Carvin (62)
- Noeux Environnement (62)
- Quai des initiatives solidaires (62)
- Transition plurielle Montreuilosois Ternois 7 vallées (62)
- Katalyze (80)

Le réseau APES a récemment livré les enseignements de sa pratique de l'animation territoriale du tissu ESS dans le Valenciennois, en considérant notamment le PTCE du territoire comme le "nouvel espace des coopérations"¹⁰. Pour l'association,

il s'agit de travailler sur la "maturation coopérative" des acteurs de l'ESS, c'est-à-dire leur capacité collective à développer des coopérations économiques durables.

Les coups de projecteur qui suivent en sont de parfaites illustrations.

⁹ Source :  Plus d'informations sur le site ESSHDF

¹⁰ Source :  Petites et grandes trajectoires de l'économie solidaire dans le Valenciennois, collection les carnets de l'APES, 2024



COUP DE PROJECTEUR N°1

Expérimenter le déploiement d'une nouvelle activité d'utilité sociale en réponse aux besoins du territoire

La France fait face à des enjeux importants liés au vieillissement de sa population. Par exemple, à Roubaix, les seniors représentent 15,4% de la population et 9 seniors sur 10 vivent à domicile. Une partie d'entre eux vit sous le seuil de pauvreté. De plus, 1/3 des 65-79 ans et la moitié des plus de 80 ans vivent seuls. La lutte contre l'isolement des seniors, leur précarité mais aussi leur maintien en bonne santé sont devenus des défis de taille.

Des politiques publiques et des initiatives ont vu le jour pour soutenir le "bien-vieillir" en France, c'est-à-dire le maintien en bonne santé et en autonomie du public senior et plus généralement pour structurer la "silver economy", soit l'ensemble des activités économiques et industrielles qui bénéficient aux seniors (60 ans et plus).

Dans les Hauts-de-France, l'accélérateur Eurasanté accompagne tous les acteurs de la filière santé-nutrition régionale dans leurs projets de recherche, de création et de développement d'activités. **Selon la Région, la filière dédiée à la silver economy devrait, d'ici 2050, représenter 300 000 emplois non délocalisables sur le territoire. Elle souhaite donc soutenir l'émergence de nouveaux produits et services au bénéfice du mieux vieillir dans les Hauts-de-France¹².** Les acteurs de l'ESS, et en particulier de l'inclusion, ont la capacité de répondre à ces enjeux sociaux avec agilité et de façon innovante.

🔍 L'ÉTUDE DE CAS

La conciergerie solidaire et son comptoir de services mobiles pour le bien-vieillir à domicile

CONTEXTE

Depuis 2019, la CARSAT Hauts-de-France promeut les **contrats ECLAT** (Engagements Communs pour le Logement et l'Autonomie). Ces contrats ont pour objectif d'accompagner, par le biais d'expérimentations, le bien-vieillir à domicile. Une expérience a été menée en particulier à Roubaix, où le

taux de pauvreté des seniors est 2 fois supérieur à celui du reste de la métropole européenne de Lille (MEL). C'est dans ce cadre que La Conciergerie solidaire de Lille a pu développer son "Comptoir de services mobiles", un service de proximité et d'actions de lien social au service du bien-vieillir.



OBJECTIFS DE LA BONNE PRATIQUE

- Proposer une offre de service innovante et adaptée
- Encourager le développement et croissance des dispositifs existants en matière de silver economy sur Roubaix et la MEL
- Lutter contre l'isolement des seniors

- Favoriser le maintien à domicile et faciliter le mieux vivre au domicile sur les parcs de bailleurs
- Réactiver et développer les solidarités de proximité
- Animer les quartiers

PRÉSENTATION DE LA BONNE PRATIQUE

La Conciergerie Solidaire est une entreprise d'insertion qui propose des services de proximité aux habitants comme aux salariés en entreprise.
Né à Bordeaux en 2010, le modèle s'est essaimé sur le territoire français et compte 14 implantations aujourd'hui, dont une à Lille depuis 2021. En 2022, la filiale lilloise est choisie pour mener une expérimentation de mise à disposition de services de proximité pour les seniors de 3 bailleurs sociaux : Groupe Vilogia, SIA Habitat et Partenord Habitat. Au total, 8 résidences sont couvertes par les activités du "Comptoir de services mobiles". Les lieux de vie sélectionnés ont la particularité d'accueillir un public multi-générationnel. Pour passer de résidence en résidence, un foodtruck a

été adapté en conciergerie mobile. Le comptoir propose 8 permanences tout au long de la semaine, durant lesquelles les résidents peuvent venir à la rencontre de Claire, la concierge. Le public senior a des besoins spécifiques, il faut pouvoir créer un lien de confiance et développer une stratégie d'"aller vers" pour que la relation puisse se tisser. La concierge a un rôle d'écoute et aide les résidents à trouver des solutions sur plusieurs thématiques, allant de l'accompagnement social et financier aux petites réparations du quotidien. Elle remonte aussi les informations, comme les incidents techniques, au bailleur et fournit des aides administratives. Des temps conviviaux sont organisés pour renforcer le lien social : une fête des voisins, du tricot, de la relaxation, des jeux de société etc.

IMPACT

- Support d'insertion professionnelle, le comptoir des services mobiles met à l'emploi une personne (contrat compris entre 25 et 30h par semaine)
- Le projet est valorisant pour tous les acteurs, à commencer par la concierge Claire, qui a retrouvé confiance en ses aptitudes. Elle fait toujours partie des effectifs de La Conciergerie solidaire aujourd'hui
- L'expérimentation a été appréciée, elle

- a amélioré le quotidien des résidents, notamment en créant du lien social
- Les résidents seniors, souvent isolés, expriment un "sentiment de sécurité" à l'idée d'avoir une personne qui vient régulièrement leur rendre visite
- La ville de Roubaix peine à maintenir ses commerces de proximité, les services développés dans le cadre du projet permettent de soutenir des acteurs locaux et solidaires.

¹¹Source : Comptoir de services mobiles seniors Roubaix, de la Conciergerie Solidaire

¹²Source :  Avec l'Europe, la Région s'engage pour le bien vieillir en Hauts-de-France

PARTENAIRES IMPLIQUÉS

Pour répondre aux besoins des résidents, l'équipe a fédéré une communauté de services locaux. La Conciergerie Solidaire travaille en étroite proximité avec :

- El'Cagette : une épicerie solidaire qui propose des paniers de fruits et légumes
- Vrac : pour de l'achat de produits alimentaires
- La médiathèque de Roubaix, pour la création de cartes de médiathèques et l'emprunt de livres
- Le Comité de quartier du Pile et le Club Senior de Fournies : pour des activités et des animations
- Les Petits frères des pauvres : pour l'orientation sociale de personnes en grande difficulté
- Le CCAS et les centres sociaux : pour les orientations sociales
- Envie 2E : pour les réparations de petit électroménager
- Vibelle : pour des travaux d'entretien et de jardinage.

LES POINTS DE VIGILANCE

- L'expérimentation a pris fin en septembre 2024. Des discussions sont en cours avec les bailleurs pour pérenniser le dispositif. Le projet n'étant plus éligible aux financements initiaux, destinés aux expérimentations, il faut trouver un nouveau modèle économique pour le projet

- La Conciergerie solidaire propose souvent des services payants à ses usagers, de pressing par exemple. Or, la demande des résidents était avant tout sociale. Ces services ont été peu utilisés. **La structure a su adapter son offre, et se définir comme un "point d'entrée multi-services"** qui permet de connecter les résidents aux bonnes structures en cas de besoin

LES CLÉS DE RÉUSSITE

- La personnalité de la concierge Claire a contribué au succès du projet
- **Le comptoir de services mobiles a su adapter ses méthodologies aux spécificités du public senior : accentuer la démarche "d'aller vers", proposer un programme d'animation adapté, tant dans la nature que le rythme des activités**
- Une "communauté de services locaux" robuste

FINANCEMENT DU PROJET

Le projet a été financé dans le cadre des contrats ECLAT par :

- AG2R La Mondiale
- La CARSAT
- La Ville de Roubaix
- Le Groupe Vilogia
- SIA Habitat
- Partenord Habitat

CONTACT

Conciergerie Solidaire
contact@conciergerie-solidaire.fr



COUP DE PROJECTEUR N°2

S'intégrer dans la chaîne de valeur d'une filière à potentiel

En 2023, la Région Hauts-de-France battait son record de fréquentation touristique, avec une hausse de 3,6% de visites sur l'année, dont une hausse significative de 10,4% de la clientèle étrangère. La Région développe des politiques publiques dédiées en la matière. Elle est lauréate de l'appel à manifestation d'intérêt de la Direction générale des entreprises relatif au tourisme de savoir-faire, pour accompagner le développement du tourisme industriel et artisanal et inciter les entreprises à réaliser des investissements nécessaires

à leur ouverture au public. **Dans le cadre de ses priorités d'intervention sur le tourisme, la Région soutient également les études et investissements pour créer des lieux touristiques innovants, durables et écoresponsables, qui s'inscrivent dans le "slow tourism" (nature/bien-être/itinérance), la valorisation et la médiation des patrimoines, la mémoire et le tourisme d'affaires.** Cette dynamique importante au sein du territoire fait du tourisme une filière à potentiel, dans laquelle les structures inclusives peuvent s'investir.

L'ÉTUDE DE CAS

L'atelier du vert bocage, une entreprise adaptée qui mise sur le tourisme solidaire

CONTEXTE DE LA BONNE PRATIQUE

L'Atelier du Vert Bocage est une entreprise adaptée implantée en Thiérache (Aisne), qui accueille 30 collaborateurs, dont 25 en situation de handicap. Elle est gérée par l'APITH (l'association pour l'insertion des handicapés de Thiérache). L'entreprise, qui fête bientôt ses 30 ans, s'est développée autour des métiers de la sous-traitance industrielle puis s'est

diversifiée avec de la gestion d'espaces verts, du conditionnement et de la vente de fournitures de bureau et de produits d'entretien.

En 2020, l'entreprise inclusive a fait le pari du tourisme solidaire en investissant dans un gîte haut de gamme. Une vision qui s'est étoffée avec l'ouverture au public, en 2024, de 2 grandes roulettes sur le site.

OBJECTIFS DE LA BONNE PRATIQUE

- Diversifier ses activités et explorer de nouvelles opportunités
- Faire vivre et dynamiser le territoire

PRÉSENTATION DE LA BONNE PRATIQUE

En 2020, la directrice de l'entreprise adaptée fait l'acquisition d'un site de 375 mètres carré à Bucilly. A l'origine, le lieu proposait un service de chambres d'hôtes, un modèle complexe à mettre en place pour l'équipe en raison des difficultés à assurer une présence 24h/24. C'est la raison pour laquelle l'option "gite de groupe" a été préférée. Pouvant accueillir jusqu'à 15 personnes, le gite "La Feuille d'Acanthe" est un lieu ressource pour les touristes. Beaucoup d'entre eux viennent

des Pays-Bas, de Belgique ou de la région lilloise pour y séjourner. L'EA propose des prestations haut de gamme, avec piscine, terrain de pétanque etc. Le personnel s'est formé pour répondre aux exigences des clients et assurer des prestations de qualité. La bâtie est construite sur une pâture en bord de rivière, ce qui a donné l'idée aux équipes d'agrandir le site avec un investissement dans 2 grandes roulettes, chacune étant équipée d'un "kota" avec sauna et brasero.

IMPACT

- Les activités touristiques de l'EA mettent à l'emploi 3 personnes en situation de handicap : 2 personnes s'occupent du ménage et de l'accueil des clients, une personne de l'entretien des lieux
- Les activités proposées sont valorisantes et rendent fières les équipes
- Le site permet de créer des synergies et de donner de l'activité aux 3 travailleurs de l'équipe "espaces verts" de l'EA, notamment durant la saison creuse
- Le gite contribue à la dynamisation d'un territoire marqué par le chômage
- Il participe aussi à la valorisation d'un territoire méconnu

POINTS DE VIGILANCE

- L'installation des roulettes a subi des retards non anticipés : étant implantées près d'un monument historique, les autorisations ont tardé à arriver
- Les tendances de réservation sont difficiles à prévoir : après une année 2022 "exceptionnelle" selon la directrice, les réservations pour l'année 2025 sont moins dynamiques

- Les hébergements touristiques sont situés sur un territoire méconnu, le tourisme y est peu développé. La direction se donne comme objectif de communiquer davantage pour faire connaître le projet. Le gite et les roulettes sont déjà sur des sites qui augmentent leur visibilité, comme Booking et Airbnb.

CLÉS DE RÉUSSITE

- Le benchmark et le partage de bonnes pratiques : le projet est inspiré du "Bol Vert", un centre de loisirs et de tourisme situé dans le parc régional de l'Avesnois. Certaines des activités restauration et hôtellerie du lieu sont assurées par des usagers d'ESAT. La directrice de l'Atelier du Vert Bocage est allée à la rencontre du directeur d'établissement pour s'inspirer des clés de réussite du projet
- Le gite est spacieux et peut accueillir jusqu'à 15 personnes : une offre rare dans le secteur. C'est l'une des caractéristiques de l'établissement qui attire le public en premier lieu
- La qualité du service est irréprochable et les salariés prennent plaisir à accueillir les clients, ce qui se ressent dans les avis donnés par ces derniers : le gite "La feuille d'Acanthe" bénéficie d'excellentes notes sur Booking
- La direction de l'établissement possède une fibre commerciale forte, ainsi qu'un esprit entrepreneurial développé : des qualités nécessaires pour pérenniser une activité innovante dans le secteur du travail protégé et adapté

FINANCEMENT DU PROJET

- Les investissements initiaux ont été endossés à 100% par la structure, via de l'emprunt bancaire

- Suite à la crise du COVID, l'EA a pu bénéficier du FATEA (Fonds d'appui à la transformation des entreprises adaptées) pour certains travaux de rénovation de son gite, subventionnés à hauteur de 50%.

CONTACT

- l'Atelier du Vert Bocage,
contact@vertbocage.fr





COUP DE PROJECTEUR N°3

Développer des activités d'utilité sociale dans le domaine de l'économie circulaire

Historiquement, l'essor de l'économie circulaire a été porté en France par des acteurs de l'ESS. Ils ont été les premiers à "innover pour donner une seconde vie à nos déchets (vêtements, meubles, matériel électronique et électroménager, etc.) tout en mettant la seconde main au service de l'inclusion économique des plus précaires". La croissance actuelle du marché de la seconde main devrait dépasser celle du neuf en 2028, ce qui en fait un secteur très dynamique. L'accès des consommateurs aux produits réemployés s'est aussi fortement

développé avec l'arrivée de plateformes en ligne comme Vinted sur le textile ou Backmarket sur l'électronique. Il s'agit à présent pour les structures de l'ESS déjà positionnées sur le réemploi de mieux valoriser l'impact social qu'ils produisent pour leur permettre de tirer leur épingle du jeu face à une concurrence de plus en plus rude sur le marché de la seconde main. Les structures inclusives impliquées dans l'économie circulaire peuvent démontrer qu'elles contribuent pleinement à la transition écologique juste.

L'ÉTUDE DE CAS

La bouquinerie du sart d'amiens, l'économie locale et circulaire au service de l'inclusion de personnes en foyer d'hébergement d'urgence

CONTEXTE DE LA BONNE PRATIQUE

En 2015, Vianney Poissonnier ouvre la première "Bouquinerie du Sart" à Villeneuve D'Ascq, une association conventionnée « atelier et chantier d'insertion ». Cette dernière offre une bouquinerie et une friperie solidaire comme support d'activité à des

personnes sans logement, vivant dans des foyers d'hébergement d'urgence. Le succès est tel que d'autres antennes voient le jour : la boutique d'Amiens en 2023, la boutique de Lille (Cormontaigne) en 2024 et celle d'Arras en 2025.

OBJECTIFS DE LA BONNE PRATIQUE

- Développer un projet d'économie circulaire, local et solidaire
- Créer un lieu de rencontre convivial, intergénérationnel et conçu pour les habitants

- Favoriser l'accès à la culture pour toutes et tous
- Accompagner des personnes vulnérables vers une situation de logement autonome

DESCRIPTION DE LA BONNE PRATIQUE

Depuis ses débuts, le projet de la Bouquinerie du Sart est étroitement lié au logement des plus précaires. Les boutiques sont nées en réponse à la saturation des foyers d'hébergement d'urgence dans les Hauts-de-France.

La boutique d'Amiens entretient des liens de proximité avec les foyers COALLIA, UDAUS 80, AGENA, etc. auprès desquels elle identifie ses futurs salariés en insertion. La remise à l'emploi au sein de la structure permet aux personnes en parcours d'accéder plus facilement à un logement.

La Bouquinerie du Sart d'Amiens est ouverte de 10h à 19h du lundi au samedi. En échange d'une adhésion annuelle, chacun peut se rendre en magasin pour dénicher des objets de seconde main : livres, fripes, CD, Vinyles, DVD ou jeux de société. La structure d'insertion accueille

aujourd'hui 2 encadrantes, 5 personnes en parcours (CDDI) et compte s'agrandir dans les prochaines années. La Bouquinerie du Sart recrute et forme les salariés en tant qu'employés polyvalents : ils contribuent à la collecte et au tri des dons, à l'affichage des prix, à l'accueil/conseil des clients, au service du thé/cafè etc.

L'approvisionnement de la boutique repose sur un modèle de solidarité : ce sont les dons des habitants qui remplissent penderies et étagères. Les donations sont déposées en boutique, ou récupérées via 15 box de collecte disséminées dans la ville. Les prix de revente sont abordables et varient peu. Par exemple, les livres sont vendus entre 2 et 4 euros. Cette tarification abordable permet de démocratiser la culture pour petits et grands.

IMPACT DU DISPOSITIF

→ **Depuis le début du projet, 3 places en centre d'hébergement d'urgence ont pu être libérées.** "Un nombre qui augmentera au fur et à mesure que le projet grandit", souligne Céline Vaillant, responsable adjointe de la boutique d'Amiens

→ **Concernant l'impact environnemental, 512 000 livres sont triés et 277 000 sont remis en vente (soit 54%) chaque année.** Les livres qui ne sont pas destinés à la vente ou n'arrivent pas à trouver preneur sont recyclés par l'entreprise adaptée ELISE. L'EA a aussi la charge de collecter des box et de ramener les dons en boutique. Le recyclage des livres a permis, sur un an, d'éviter l'émission de 35 tonnes de CO2 ou encore de préserver 6 millions de litres d'eau

→ **L'association travaille aussi en étroite proximité avec d'autres acteurs de l'ESS locaux :** entretien des espaces verts et nettoyage par l'entreprise d'insertion Les Astelles, opérations de récupération de vêtements avec l'association amiénoise Les robines des bennes, etc.

→ **La Bouquinerie du Sart d'Amiens est un véritable lieu de mixité et de lien social.** La typologie de clients varie beaucoup et elle accueille un public intergénérationnel. La convivialité du lieu, "où les gens viennent même en pause déjeuner pour prendre un café et où les personnes isolées peuvent venir créer du lien, sans obligation d'achat" est au cœur de l'impact du projet.

CLÉS DE RÉUSSITE

→ **Adhésion à prix libre**, ce qui contribue à la réussite du projet : plus de 8 000 adhérents aujourd’hui, dont 80% d’amiénois

→ **Investissement des adhérents :** l’association compte accueillir son premier bénévole cette année, pour s’occuper de la partie CD et DVD

→ **Implication de l’équipe encadrante aux côtés des référents sociaux des personnes embauchées en CDDI sur la recherche de logement :** “Il m'est arrivé d'aider une salariée en insertion à meubler son futur chez elle. J'ai même donné un coup de main pour les peintures. Cela fait aussi partie du projet”, explique Céline.

FINANCEMENT DE L’ACTION

À ses débuts, la structure d’insertion a pu s’appuyer sur le soutien, financier comme technique, de la boutique mère, née à Villeneuve d’Ascq. Le conseil départemental a soutenu le projet pour la création de postes. Enfin, La Bouquinerie du Sart a pu bénéficier d’un fonds de revitalisation. Lorsqu’elles procèdent à un licenciement collectif, les entreprises

de plus de 1 000 salariés ont une obligation de revitalisation de leur territoire. Cette mesure a permis à la Bouquinerie du Sart d’Amiens de toucher environ 5 000 € pour investir dans du matériel. En dehors de ces aides et des adhésions annuelles versées par les adhérents, ce sont les ventes de livres et de fripes qui permettent à la boutique de s’auto-financer.

CONTACT

→ *La Bouquinerie du Sart Amiens,
amiens@bouquineriedusart.com*





COUP DE PROJECTEUR N°4

Développer des activités d'utilité sociale dans les quartiers prioritaires

Les Régies de Quartier sont des associations qui regroupent des habitants, des collectivités locales et des bailleurs sociaux. Elles agissent de façon concertée pour répondre aux besoins du territoire et mènent toujours, au préalable, un diagnostic permettant de déterminer les activités à conduire sur le territoire et les modèles socio-économiques les plus adaptés. Elles bénéficient d'un label et relèvent toujours de l'IAE. Les habitants sont des acteurs incontournables des Régies de Quartier,

à plusieurs titres : en tant qu'usagers des prestations proposées, bénéficiaires des emplois développés et citoyens mobilisés pour le développement du projet.

Les Régies de Quartier mettent à l'emploi des publics fragiles, souvent issus de quartiers prioritaires. Ce sont donc, par nature, des acteurs économiques solidaires et de proximité, qui innovent socialement pour répondre à des besoins non pourvus sur le territoire et qui œuvrent souvent à sa (re)valorisation.

L'ÉTUDE DE CAS

Le projet terre tous, une oasis au cœur de la cité minière portée par activ'cités

CONTEXTE DE LA BONNE PRATIQUE

À la suite de la démolition de maisons de la cité minière, la ville de Grenay souhaitait valoriser des friches immobilières de 2 hectares. Promoteurs et bailleurs étaient réticents à l'idée d'investir les lieux. Plutôt que de laisser le terrain à l'abandon, les habitants ont été consultés en 2021 pour donner vie à cet endroit délaissé et coûteux à entretenir pour la commune. Plusieurs idées fortes ont émergé de la consultation :

l'envie de créer un projet au service de l'emploi, du lien social et du mieux manger. C'est la Régie de Quartier Activ'Cités qui a remporté l'appel à projet lancé à cette occasion, et qui développe cette "oasis au cœur de la cité" depuis 4 ans désormais. Un projet de maraichage et de protection de la biodiversité est ainsi en train de voir le jour au cœur du bassin minier.

OBJECTIFS DE LA BONNE PRATIQUE

Dans son dossier de candidature à l'appel à projets de Grenay, Activ'Cités présente les enjeux suivants :

- Créer du lien social dans un quartier prioritaire par le travail et la pédagogie
- Éduquer et sensibiliser à la protection de l'environnement et de la biodiversité

→ Vendre des fruits et légumes produits grâce au travail des salariés en parcours

→ Approvisionner en produits locaux et frais les habitants, les entreprises et les cantines

→ **Transférer les coûts d'entretien des "dents creuses" vers un projet d'utilité sociale et au service de la création d'emplois**

DESCRIPTION DE LA BONNE PRATIQUE

La Régie de Quartier Activ'Cités est née en 2007, en réponse à la volonté de deux villes, Mazingarbe et Bully-les-Mines, de promouvoir l'emploi inclusif au service des besoins de leur territoire. L'association, agréée entreprise d'insertion, compte 80 salariés aujourd'hui, dont 60 en parcours d'insertion et se structure autour de 3 activités historiques : le bâtiment second œuvre, les espaces verts et le nettoyage. **À la suite à la réponse à l'appel à projets de la Ville de Grenay, Activ'Cités développe désormais une activité de maraichage. Depuis 4 ans, la Régie de quartier coordonne l'avancée globale de la réhabilitation des "dents creuses" de la cité minière en parcelles de maraichage.** En premier lieu, 2 ans de travaux ont été nécessaires pour travailler

le sol et rendre la friche cultivable. Les salariés d'Activ'Cités ont été mobilisés pour creuser une mare pédagogique. La zone de maraichage devrait voir le jour courant 2025, pour permettre aux salariés en insertion de cultiver et récolter fruits et légumes. A moyen terme, une forêt urbaine, une prairie fleurie, des ruches, un parcours sensoriel et un mini-golf sont prévus. Les habitants sont aussi mobilisés durant le projet. A titre d'exemple, Activ'Cités a mené un brainstorming avec des collégiens, dans le cadre d'un projet scolaire sur la transition écologique, ce qui a permis de trouver le nom "Terre Tous". En ch'ti "tertous" signifie "tout le monde". Un nom bien trouvé, étant donné les dimensions collaboratives et inclusives indéniables du projet.

IMPACT DU PROJET

- **Terre Tous est un support d'activité économique pour les salariés en insertion, qui ont contribué à l'installation de la mare pédagogique.** Il est aussi prévu que des salariés en parcours construisent du mobilier d'extérieur en bois de palettes, pour réemployer des matériaux et rester dans une ligne de conduite vertueuse pour l'aménagement de l'espace.
- **Les habitants ont été consultés puis associés tout au long du projet : une posture valorisante, qui leur donne**

l'occasion d'être acteurs de leur commune

- La dépollution des sols et le développement d'espaces verts urbains rend la ville plus résiliente face au changement climatique
- La cité est revalorisée, plus accueillante
- Le cadre de vie des habitants s'améliore
- Des actions cibleront plus particulièrement des scolaires, des seniors, des personnes isolées et les résidents du foyer de vie Les Glycines de Grenay (APEI).

LES PARTENAIRES DU PROJET

La force du projet réside, entre autres choses, dans sa dimension collaborative. De nombreux partenaires contribuent à la dynamique Terre Tous :

→ **Les entreprises du territoire aident à l'aménagement du terrain :** ECT pour de l'apport de terre, Veolia pour le remplissage de la mare pédagogique (à titre gracieux) ou encore Ptipot' pour l'aménagement paysager propice à la permaculture

→ **Le pôle lien social d'Activ'Cités sera soutenu par d'autres partenaires du territoire :** Ombelliscience (réseau de médiation scientifique), MRES pour la mise à disposition d'outils pédagogiques et de ressources, le CPIE Chaine des terrils pour des balades apprenantes ou la construction de nichoirs et hôtels à insectes, ou encore Copeaux et Compagnie qui proposera des ateliers de confection autour du bois.

LES CLÉS DE RÉUSSITE DU PROJET

→ Activ'Cités implique ses salariés en insertion mais aussi son équipe permanente, son conseil d'administration et ses bénévoles de façon à **mobiliser toutes les compétences** au profit du développement de Terre Tous

→ Le travail de **maillage territorial** et de **développement des partenariats** réalisés par la Régie de Quartier

→ **Une visite apprenante réalisée au sein de la Régie de Quartier Lille Sud Insertion**, qui a permis aux équipes d'Activ'Cités de bénéficier de l'expertise d'un projet similaire. Cette coopération entre Régies s'est tissée au sein du réseau national du **Mouvement des régies**, dans le but d'essaimer des projets

→ **Une gouvernance multi-partenaire** robuste et riche de ressources et d'expériences.

LE FINANCEMENT DU PROJET

Plusieurs sources de financement permettent au projet d'exister :

→ La Ville de Grenay, les bailleurs Maisons et Cités et Pas-de-Calais Habitat et la Communauté d'agglomération Lens-Liévin contribuent financièrement au projet

→ Certaines entreprises proposent des biens ou services à titre gracieux : Veolia remplit la mare pédagogique gratuitement et le Groupe Nicolin finance les ruches

→ La Fondation d'entreprise Legallais fait don de matériel (brouettes, râteaux, petits outillages)

→ Activ'Cités contribue via ses activités support en espaces verts et en bâtiment

CONTACT

→ Activ'Cités,
accueil@activcites.fr



COUP DE PROJECTEUR N°5

Développer de nouvelles offres de proximité en coopération

Comme évoqué précédemment (voir "c'est bon à savoir"), les Pôles Territoriaux de Coopération Économique (PTCE) sont de véritables outils pour développer des projets coopératifs économiques, innovants et solidaires à l'échelle d'un territoire. Ils regroupent des acteurs de l'ESS, des collectivités, des entreprises

conventionnelles et, parfois, des centres de recherche et des organismes de formation. La dimension collaborative des projets portés dans le cadre d'un PTCE donne davantage de force aux projets d'économie locale et solidaire, comme l'illustrent les porteurs de ces instances d'animation territoriale à l'échelle des Hauts-de-France.

🔍 L'ÉTUDE DE CAS

Développer de nouvelles offres grâce à la coopération territoriale : l'exemple du PTCE Hénin-Carvin

CONTEXTE DE LA BONNE PRATIQUE

Le PTCE d'Hénin-Carvin est né sous l'impulsion de la Communauté d'agglomération d'Hénin-Carvin (CAHC). La collectivité locale souhaitait mettre la coopération au service du développement de son territoire et, surtout, de l'ESS.

Un diagnostic de territoire, lancé par la collectivité en 2021, a resserré les actions du collectif autour des thématiques suivantes : l'alimentation durable, la transition énergétique et l'économie circulaire, le développement social et local, La mobilité sociale, solidaire et inclusive.

OBJECTIFS DE LA BONNE PRATIQUE

- Faire émerger et accompagner des projets d'ESS sur le territoire par la création collective d'activités économiques socialement utiles répondant à des besoins peu ou pas satisfaits, génératrices d'emplois
- Être un lieu de rencontres et d'échanges destiné à créer des liens entre les acteurs et les structures du

territoire dans le but de favoriser l'innovation sociale et la créativité socio-économique

- Connaître les besoins du territoire et chercher à répondre à ses enjeux, en s'appuyant sur le Projet de Territoire Écologique de la CAHC et sur les membres du PTCE

DESCRIPTION DE LA BONNE PRATIQUE

Le collectif regroupe une trentaine d'acteurs dont une dizaine de structures de l'ESS, des entreprises et des habitants du territoire. Actif de façon informelle depuis 2021, grâce au travail d'animation de l'association de développement durable solidaire (ADDS) de Montigny-en-Gohelle, **le PTCE s'est officiellement créé sous format associatif en octobre 2023 et a accueilli son premier salarié, chargé d'animation et de développement.**

Parmi les membres actifs du PTCE qui relèvent de l'ESS, on retrouve l'AFEJI Hauts-de-France, la Dynamique Insertion Emploi (DIE), Les Compagnons Bâtisseurs, l'APEI Hénin-Carvin ou encore Les Anges Gardins.

Les 4 thématiques issues du diagnostic territorial de la CAHC sont approfondies à l'aide de groupes de travail dédiés, pilotés par des chefs de file. Plusieurs projets sont développés en simultané :

→ Axe alimentation durable :

- Un projet de maraîchage sous serre en culture raisonnée a débuté en octobre 2024 à Drocourt sur un terrain de 5 500m². Des espaces de cuisine et de vente ont été aménagés.
- D'autres projets sont en cours de développement : une plateforme logistique de transformation et de livraison porté par l'APEI et l'AFEJI ; une cuisine centrale en cours d'étude par la CAHC ; une chaîne régionale d'"archipels nourriciers" ; un projet de production solidaire dans le Parc Hôtel de Carvin.

→ Axe mobilité sociale, solidaire et inclusive :

- Un garage solidaire propose des services de réparation, d'entretien de véhicules, de location et d'assistance dépannage
- Un garage mobile se déplace dans les quartiers prioritaires et propose des diagnostics véhicule, des réparations et des ateliers pédagogiques pour des personnes à faibles revenus
- Des navettes sont mises en place dans le cadre du Canal Seine-Nord-Europe

→ Axe transition énergétique et économie circulaire :

- Une friperie solidaire et d'insertion, portée par l'APEI à Carvin, a été accompagnée par le PTCE
- Une plateforme de réemploi et de recyclage des matériaux du bâtiment est en cours de développement avec plusieurs acteurs du collectif

→ Axe développement social et local

- La pépinière d'initiatives et d'activités créatrices (PIAC) propose des services de location de bureau et de salle de réunion, tout en offrant une programmation axée sur l'ESS et des activités culturelles
- Un projet de restaurant solidaire est en cours d'étude.

Le conseil d'administration de l'association est composé de 4 collèges : les fondateurs, les membres, les habitants, les partenaires.

IMPACT

Voici quelques chiffres clés sur le PTCE et son activité en 2024 :

- 62 structures contributrices aux groupes de travail et 113 membres
- **20 ETP créés dans le cadre des projets lancés**
- **15 projets accompagnés**
- 13 coopérations appuyées
- 840 bénéficiaires touchés, dont 46 habitants des quartiers politiques de la ville

De plus, **le PTCE permet de bâtir des ponts entre l'économie conventionnelle et l'ESS**. En effet, une entreprise impliquée dans le collectif explique qu'elle "découvre des approches

POINTS DE VIGILANCE

- L'association compte un seul salarié pour assurer l'animation du projet. Le développement de l'équipe permettrait d'accompagner la croissance du collectif
- Le modèle économique du PTCE, basé exclusivement sur de la subvention, reste fragile, notamment dans un contexte de réductions budgétaires de la puissance publique

CLÉS DE RÉUSSITE

- L'axe "mobilité sociale, solidaire et inclusive" est particulièrement dynamique. Les acteurs qui participent au groupe de travail se connaissaient déjà avant la création du PTCE, ce qui a permis de créer des liens de confiance et des habitudes de travail robustes

FINANCEMENT DU PROJET

Les sources de financement du PTCE sont les suivantes :

- Une subvention de l'État dans le cadre de l'AMI PTCE phase 2

²⁰Source :

* Observatoire des Inégalités, Anne Brunner, Analyse "La mixité des métiers progresse, mais bien lentement"

innovantes, ce qui permet d'aborder différemment des problématiques telle que la mobilité douce ou l'amélioration de l'habitat"

PARTENAIRES DU PROJET

Parmi les membres actifs de la gouvernance, il y a : l'ADDS, Les Compagnons Bâtisseurs Hauts-de-France, 1001 Commerce, l'AFEJI Hauts-de-France, la DIE, IA CACH, l'APEI Hénin Carvin, SAS SOMATEN, DB Fermetures, l'AEP Saint Martin, l'AFP2I, Les Anges Gardins, Maisons et Cités.

- Un collectif se construit pas-à-pas. Or, il est difficile d'impliquer les membres du collectif sur du long terme. **L'animation d'un PTCE demande beaucoup de travail de mise en relation, de relance et de concertation, pour susciter l'engagement**

- **La diversité des profils présents dans les instances de gouvernance et les groupes de travail est une véritable richesse.** Les rencontres permettent de confronter des points de vue différents et de construire des projets d'autant plus solides.

- Plusieurs aides de la Région Hauts-de-France
- Une subvention de la CAHC



ON A AUSSI REPÉRÉ...



→ **Recycljouets – Aisne (02)** : Dans le cadre de son activité de réemploi du jouet, l'atelier et chantier d'insertion a conventionné avec les déchetteries et collecte environ 28 tonnes de jeux et de jouets par an. Ces jouets sont triés, nettoyés, parfois réparés et revendus à tarif solidaire, sur des marchés locaux, lors de ventes privées et en boutique à Guise. Recycljouets revalorise 70 % des collectes. Plusieurs visites par an sont proposées à des structures scolaires pour sensibiliser les élèves à l'économie circulaire.

→ **Le projet Recyl'Aide80 de Les Astelles - Somme (80)** : Les Astelles est un ensemblier de structures d'insertion (ACI et EI), basées en quartier prioritaire à Amiens. Son projet Recyl'Aide80 a pour ambition de développer un dispositif innovant de collecte, réparation et réutilisation de matériel médical, afin de favoriser le maintien à domicile des personnes en perte d'autonomie. Ce projet collaboratif, né au sein du PTCE KatalyZe, a été incubé aux Astelles, et se fait en partenariat avec le groupement de pharmacies Norpharma. Il est soutenu à hauteur de 80 000 euros par le Département qui souhaite créer une filière de réemploi du matériel médical. Depuis 2024, 420 aides techniques et 4 tonnes de matériel ont été récupérées dans la Somme.

→ **DeFabNord – Nord (59)** : L'entreprise adaptée basée à Tourcoing est un acteur incontournable de la filière de réemploi solidaire des DEEE dans les Hauts-de-France. Elle collecte, trie, démonte et valorise les déchets d'équipements électriques et électroniques. L'EA est l'un des reconditionneurs partenaires d'Emmaüs Connect, qui structure des filières locales de réemploi du matériel informatique et numérique à destination de publics précaires.

→ **Fibr'& Co – Nord (59)** : l'association ARACDIS a lancé, en 2016, le projet Fibr'& Co, un atelier et chantier d'insertion soutenu

par la Région Hauts-de-France et l'ADEME. Il met à l'emploi des jeunes âgés de 16 à 30 ans, issus du foyer jeunes travailleurs porté par l'association. Son objectif ? Crée une gamme de mobilier à partir de chutes de bois et de palettes.

→ **Initiatives & Cité – Nord (59)** : l'association est un groupement d'acteurs économiques qui se positionnent sur l'innovation sociale la transition écologique. Elle a créé en 2018 Évident !, un incubateur spécialisé dans l'économie locale et solidaire. Entre septembre 2024 et juin 2025, 10 projets ont été accompagnés, dans les domaines de la fabrication de vélos en bois, de la collecte et de la revente en seconde main de matériaux BTP, de l'usage des vélo-cargos pour la collecte des déchets, etc.

→ **Cap Énergie (60, 80, 62)** : Cap Énergie est une association qui regroupe différentes structures du handicap, basées dans les Hauts-de-France. Le groupe développe des activités innovantes et en lien avec le territoire : les EA Ateliers des Rives de l'Oise (60), les Ateliers du Channel et les Ateliers de l'Artois (62) développent par exemple des activités industrielles de câblage dans les domaines de la fibre optique. L'EA Cap Golf Club (62) est la première entreprise adaptée à gérer un golf. L'entreprise souhaite aussi développer des activités touristiques dans le Pas-de-Calais. Enfin, l'EA Cap Texti (62) a ouvert un premier magasin de seconde main textile à Coquelles.

→ **Les Petits Magasins – Pas-de-Calais (62)** : le groupe KIABI et l'acteur emblématique d'insertion par l'activité économique Vitamine T ont allié leurs forces pour ouvrir en 2024 une boutique engagée à Lens, permettant d'accompagner des personnes éloignées de l'emploi vers une réinsertion professionnelle durable tout en favorisant l'accès à la mode pour tous. Le projet propose les invendus de KIABI à prix réduits, destinés aux personnes en précarité.

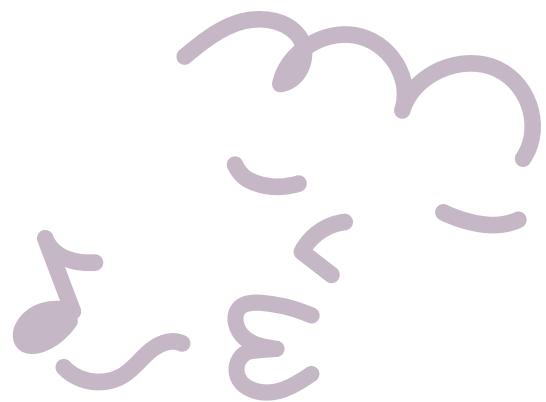


REMERCIEMENTS

Merci aux participants à l'enquête en ligne menée au premier trimestre 2025, qui ont permis d'identifier de nombreuses bonnes pratiques. Toutes n'ont pas pu être présentées dans ce panorama, mais nous tenons à remercier particulièrement :

- A Table Citoyens :
Gaëlle Werkling, Directrice ;
Antoine BAFFREAU,
Directeur de l'activité CHICON ;
Lauretta MARCHICA, Cheffe de projet
de l'Incubateur Baluchon
- Activ'Cités : Marie-Anne COHUET, Chargée
de développement et de communication
- ADIE : Jean-Philippe BELLAND,
Directeur Hauts-de-France
- ADF02 : Sarah Collet, Trésorière
- AFM Radio : Christophe PASQUIER,
Président
- AMPLOI : Rachel JEAN PIERRE, Responsable
Mobilités et compétences
- Apradis : Philippe Lorenzo,
Directeur général
- Ateliers du Val de Sambre :
Rémi TOIA, Chargé d'affaires
- BGE Hauts-de-France :
Caroline FRANÇOIS, Directrice
adjointe des territoires
- Citéo, Sabine GRUSON,
Directrice Ressources Humaines
- CCTNP : HEMBERT Mélina,
Gestionnaire chantiers insertion
- Grands Ensemble :
Laurent COURROUBLE, Président
- KIVI Les Petits Magasins :
Pierre ALCALA, Directeur général délégué
Esther Desjardin, Coordinatrice

- La Bouquinerie du Sart d'Amiens :
Céline VAILLANT, Responsable adjointe
- La Conciergerie Solidaire de Lille :
Xavier DAMIE, Directeur
- La ferme Sénechal :
Lise SERRURE, Pas-de-Calais
- L'Atelier du Vert Bocage :
Myriam FRIZZARIN, Directrice
- Les Ateliers du Ternois :
Patrick LOSSON, Directeur
- Les Ateliers du Val de Sambre :
Rémi TOIA, Chargé d'affaires
- Les compagnons du Marais :
Caroline BETHOUART,
Directrice Développement et insertion ;
Stéphane EWIN, Référent de l'ACI
- Oreegami : Elisabeth FAUVARQUE,
Directrice du Campus HDF
- PTCE Hénin-Carvin : Rodolphe MOGLIA,
Chargé d'animation et de développement
- REACTIF : Patrick VANDAMME,
Président fondateur
- Régie de quartier Impulsion :
Séverine Defer, directrice
- S.A.A.T : Alexandra LECOUVE,
Directrice
- SEVE Emploi : Émilie GARBE,
Chargée de mission
- Taf by CITEO :
Aurélie BELLAND, Directrice "hhh »





LANCEZ-VOUS !

Outils et ressources pour aller plus loin

GUIDES

Sur les PTCE

- Le centre de ressources du dispositif national de soutien aux PTCE
- Le mode d'emploi de l'AMI permanent "PTCE émergents"
- L'étude du Labo de l'ESS, "Enquête d'analyse des PTCE", 2017

Sur les filières

- Le guide méthodologique "Filières & ESS – Le rôle des collectivités dans la structuration de filières locales avec et pour l'ESS", RTES, 2023
- Note d'opportunité pour une ESSisation de l'économie : décryptage et opportunités pour la filière textile, ESS France, 2022

- L'étude "État des lieux et opportunités pour le réemploi textile solidaire dans les Hauts-de-France", Fashion Green Hub 2023
- L'étude "Réindustrialisation : l'ESS comme levier de croissance", Banque des Territoires, 2024
- CARTECO : la carte collaborative des structures de l'ESS qui font la transition écologique

Acteurs et outils clés

- La CRESS Hauts-de-France
- L'APES
- Coordonnées des porteurs du dispositif local d'accompagnement dans les Hauts-de-France

* Accès à l'ensemble des panoramas de la collection, des replays des webinaires de présentation et de leurs supports accessibles sur le site de la DREETS Hauts-de-France

